

RURALITÉ

UNE CHANCE POUR LA FRANCE

PAR CHRISTOPHE ROBERT ET JOSÉ-MARIE LATOUR

Nos campagnes ont le vent en poupe ! Aspirations à de nouveaux modes de vie au vert, flux migratoires vers les zones rurales, développement de nouveaux potentiels économiques... Tout porte à croire que la ruralité connaît un nouveau regain, en particulier depuis la crise sanitaire. Il suffit d'ailleurs pour s'en convaincre de voir la floraison d'ouvrages récemment publiés sur le sujet : de "La renaissance des campagnes" de Vincent Grimault à "Ceux qui restent" de Benoît Coquard, en passant par "Nos

campagne suspendues" de Salomé Berlioux ou encore "L'État a toujours soutenu ses territoires" de Laurent Davezies. Par leur dynamisme, ces territoires offrent aujourd'hui de nouveaux services indispensables. Sans compter qu'ils constituent sans nul doute l'espace le plus approprié pour réussir la transition écologique. Autant de raisons de croire que les campagnes constituent désormais, plus qu'un nouveau centre d'intérêt, une véritable chance pour l'avenir de notre pays.

“D epuis plusieurs années déjà, le monde rural, bien que vieillissant, connaît un regain de population sur le plan démographique”, constate Laurent Davezies, professeur d'économie auteur du récent ouvrage *“L'État a toujours soutenu ses territoires”* et il ajoute “de plus en plus d'urbains viennent aujourd'hui s'installer à la campagne, du fait de ses avantages en termes de qualité de vie résidentielle et des prix du foncier.” De même, un nombre croissant de familles songent désormais à quitter les métropoles pour s'installer en milieu rural, où de nouvelles opportunités d'emplois s'ouvrent progressivement.

DES ATOUTS PROMETTEURS

Ce phénomène migratoire couvait donc déjà depuis quelques temps mais il s'exprime davantage depuis peu. En témoigne notamment un sondage réalisé en juin 2019 par l'Association des maires de France (AMF). À la question “Dans l'idéal, où préféreriez-vous vivre si vous aviez le choix ?”, pas moins de 45% des Français répondaient alors “à la campagne”, devant “une ville de taille moyenne” (41 %), et très loin devant “dans une métropole” (14 %). C'est dire si le temps de l'attrait pour les grandes villes semble révolu. D'ailleurs le premier critère ayant guidé le choix des électeurs lors des dernières élections municipales réside dans “la préservation de l'environnement sur le territoire

de la commune” (47 %), suivi de près par “le maintien des services de proximité” (42 %), selon l'AMF. Or la migration des urbains vers les campagnes devrait sans aucun doute profiter au monde rural pour plusieurs raisons. En premier lieu, parce que l'arrivée de nouveaux arrivants apparaît de nature à justifier le maintien, voire le développement, de services publics locaux et privés essentiels, comme le maintien d'une école et des commerces de proximité. Mais ces mouvements migratoires profitent également à la ruralité sur le plan économique. En effet, ces “nouveaux” ruraux font le plus souvent partie des cadres et professions intermédiaires. “Les campagnes accueillent aujourd'hui presque autant de cadres que d'exploitants agricoles, soit 40 % des actifs”, souligne Laurent Davezies. Résultat, même lorsqu'ils y vivent sans pour autant y travailler, ces nouveaux arrivants viennent enrichir les campagnes. “Dans les 6 900 communes de France les plus isolées, le revenu moyen par habitant a progressé plus rapidement entre 2003 et 2015 (+ 50 % en euros constants) que dans la France entière (+ 42 %)”, analyse le professeur d'économie, qui constate par ailleurs que “si les activités agricoles et industrielles sont en recul dans ces territoires, les activités privées de restauration, d'hébergement touristique, de soin aux personnes âgées ou malades, les supermarchés et les débits de boissons constituent désormais leurs principaux secteurs d'activité”. Autre phénomène à mettre en



© D. Jérémie Mar

“ENTRE UN MONDE ANCIEN ET UN MONDE NOUVEAU”



MARCEL JAEGER,
Maire de Cintheaux
(194 habitants, Calvados)

Le Jas : Qu'est-ce qui crée du lien dans un village rural selon vous ?

Dans notre commune, les solidarités familiales sont très importantes et la religion reste un ciment de base important. L'arrivée de nouveaux habitants en provenance des villes me donne le sentiment d'une juxtaposition d'individus et de familles. Je parlerais même d'une coexistence pacifique entre les anciens du village et les nouveaux arrivants. Car il y a en réalité plusieurs typologies de nouveaux arrivants : ceux qui achètent un bâtiment ancien pour le rénover, ou un terrain à moindre coût pour y édifier un pavillon, et ceux qui viennent s'installer dans des lotissements ruraux avec des conséquences sociales qui ne sont pas forcément maîtrisées. J'observe que ceux qui créent un véritable lien entre les familles dans notre commune sont indirectement les enfants. En effet, ceux qui s'impliquent le plus dans la vie locale sont leurs parents. Ce sont eux, ces jeunes parents, exerçant souvent des professions intermédiaires ou supérieures, qui impulsent la plupart des activités collectives. Reste qu'aujourd'hui le rôle d'un maire en milieu rural est

un peu compliqué. Nous devons gérer les difficultés liées au poids de l'intercommunalité où à une orientation économique principalement tournée vers le tourisme, mais qui ne concerne pas directement notre commune. Certains projets nous font d'ailleurs parfois sourire, comme ceux visant à développer des pistes cyclables, alors que nous vivons déjà en pleine campagne ! Aujourd'hui, mon rôle de maire consiste à faire l'interface entre un monde ancien et ce monde nouveau.

perspective et qui devrait encore conforter le regain démographique des communes rurales, la France connaît aujourd'hui une augmentation importante du nombre d'actifs non salariés, c'est-à-dire des professions indépendantes, notamment dans le secteur des services. Autant de futurs habitants qui commencent eux aussi à s'intéresser de près au monde rural pour envisager d'y vivre, quitte à devoir se déplacer en ville de temps en temps pour y rencontrer leur clientèle. Sans compter qu'avec la crise, de nouvelles formes de travail ont vu le jour. “Le télétravail, jusqu'à aujourd'hui considéré comme accessoire, largement utilisé durant la crise, sera un outil phare s'il se développe pour baisser la pression sur la congestion urbaine”, souligne-t-on en ce sens à l'Association des maires ruraux de France (AMRF).

QUAND RURALITÉ RIME AVEC MODERNITÉ

Sans compter que sur le terrain, les acteurs locaux du monde rural rivalisent d'imagination depuis des années pour renforcer l'attractivité de leur territoire (voir encadré page 19). Cette réalité ne fait que se confirmer dans de nombreux domaines, avec l'essor des maisons

de service au public (MSAP), portées par les communes et les intercommunalités pour permettre l'égalité d'accès aux services publics dans les territoires isolés. En pratique, ces MSAP accompagnent les habitants dans leurs démarches de la vie courante : prestations sociales, accès à l'emploi, aux transports, à l'énergie ou encore accompagnement à l'entrepreneuriat. Dans le domaine de la santé, la mise en place progressive des communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) depuis 2016 et des Pôles de santé commencent à porter leurs fruits en réponse à la désertification médicale. Reposant sur la coordination entre les médecins généralistes, les spécialistes, les auxiliaires médicaux et les acteurs médicosociaux et sociaux à l'échelle territoriale, 533 projets de CPTS étaient officiellement recensés en février 2020. Depuis, leur nombre ne cesse d'augmenter. Il en est de même des Maisons de santé pluriprofessionnelles (MSP), au nombre de 1 612 en avril 2020, dont l'implantation récente s'inscrit “dans le sens d'un maintien de l'offre de soins dans les territoires avec une moindre accessibilité aux soins, dont les espaces ruraux éloignés des villes”, explique-t-on à la Mutualité française, qui souligne

“LE MONDE RURAL ET CELUI DES VILLES SONT EN TRAIN DE S’INTÉGRER”



LAURENT DAVEZIES,
Professeur d'économie
au CNAM

Le Jas : Comment voyez-vous l'évolution du monde rural ?

Dans ce monde rural, bien que vieillissant, les effets migratoires l'ont peu à peu emporté sur le solde démographique. Les qualités paysagères, environnementales, écologiques ou encore culturelles rendent les territoires ruraux plus attractifs. Les conditions d'accès aux hôpitaux comme la couverture numérique sont en train de s'améliorer. Ces territoires ont un potentiel de développement très important et sont loin d'être des territoires oubliés ou à la dérive comme on l'entend parfois.

Le Jas : Le télétravail va-t-il selon vous contribuer au regain des campagnes ?

Sans doute oui, mais dans une certaine mesure seulement. Car si le télétravail a effectivement montré ses avantages durant la crise sanitaire, il a également mis en lumière ses limites, notamment en termes de contacts humains. Une grande partie des métiers privés

et publics de la grande ville procèdent de gestes et de contacts impossibles à réaliser en télétravail. Il n'empêche que ce phénomène va cependant perdurer et contribuer à élargir la géographie des bassins d'emploi actuels. On observe aujourd'hui un nouveau phénomène d'ubiquité. Cette réalité concerne les personnes qui vivent une partie de leur temps en milieu rural, profitant des avantages du télétravail, mais qui continuent cependant à venir en ville lorsque cela est nécessaire. En réalité, le monde rural et celui des villes sont en train de s'intégrer progressivement. À la fin de la crise actuelle, le pays et ses territoires ne seront pas “comme avant”, mais différents.

que dans ces espaces ruraux, “ces maisons de santé ont une attractivité positive atténuant la diminution de l'offre due aux départs en retraite”.

Et à l'heure du déploiement du très haut débit dans l'Hexagone, la télémedecine fait elle aussi ses preuves dans les territoires les plus éloignés. Depuis le 15 septembre 2018 en effet, la télémedecine est entrée dans le droit commun au remboursement par l'assurance maladie. Résultat, tout médecin est aujourd'hui censé être en mesure de proposer à ses patients une consultation à distance. De la téléconsultation en néphrologie en région Bretagne, à la téléconsultation en gériatrie en Centre Val de Loire, en cardiologie en Normandie ou encore en chirurgie orthopédique dans les Hauts-de-France, les exemples ne cessent de se développer depuis ces dernières années. Cette réalité a d'ailleurs été mise en évidence depuis la crise sanitaire. “Dès l'instauration du confinement, le 15 mars 2020, la téléconsultation a connu un essor spectaculaire”, relève en ce sens la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam) dans un tout récent rapport. Ce constat est partagé par la Mutualité

Française, qui relève dans son rapport “Accès territorial aux soins” qu’“en avril 2020, 4,3 millions de téléconsultations ont été enregistrées contre près de 28 000 téléconsultations en décembre 2019, soit une multiplication par 154”. C'est ainsi qu'à Mesnil-sur-Iton (Eure), le centre médico-social propose, depuis le mois de décembre 2020, des téléconsultations avec l'aide d'une infirmière libérale. Ces téléconsultations sont effectuées en visioconférence par un médecin du centre de santé de l'hôpital La Musse à Saint-Sébastien-de-Morsent, à raison de 24 créneaux ouverts par semaine. “L'idée, c'est de pouvoir offrir une offre de soins dans les meilleurs délais”, explique Maxime Gilliaux, chargé de projet à l'hôpital La Musse. De quoi rassurer les quelque 7,4 millions de personnes vivant dans des communes où l'accès à un médecin généraliste reste encore limité.

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE POUR OBJECTIF

Concernée au premier chef par l'avenir des communes rurales, l'Association des maires ruraux de France (AMRF) met régulièrement en lumière les atouts pro-

UN NOUVEL ART DE VIVRE

C'est ni plus ni moins qu'un nouvel art de vivre qui se développe aujourd'hui dans nos campagnes. En témoignent ces quelques exemples.

SORNAC (794 HABITANTS, CORRÈZE) TOUS UNIS CONTRE LA DÉSSERTIFICATION



© DR

Depuis 2008, afin d'endiguer la désertification et le vieillissement de ce village de 800 âmes, la commune de Sornac, soutenue par ses habitants, ses partenaires associatifs et institutionnels, investit pour favoriser le maintien de la population sur place. Grâce à un cocktail d'investissements publics et privés et à la mobilisation des citoyens, le village regagne même des habitants. Micro-crèche, station-service, médecin généraliste et boucherie : la municipalité revitalise son territoire avec pour conséquence un solde démographique devenu positif. Un modèle qui fait des émules dans d'autres municipalités confrontées à une perte de vie sur leur territoire.

COURTONNE-LA-MEURDRAC (658 HABITANTS, CALVADOS) PARI TENU POUR L'ESSOMÉRIC



© DR

Initiative née grâce à Éric Boisnard, maire de ce petit village normand, L'Essoméric est un restaurant-bar-épicerie dont la construction a vu le jour grâce à la participation financière de ses habitants. Bravant les contraintes du contexte sanitaire, l'Essoméric a ouvert ses portes il y a quelques semaines. Après mise en concurrence, la gestion de cet établissement a été confiée à une nouvelle

habitante du village, Stéphanie, qui propose aujourd'hui chaque jour des plats à emporter à prix coutant réalisés avec des produits locaux.

MOUANS-SARTOUX (9 900 HABITANTS, ALPES-MARITIMES)

RESTAURATION SCOLAIRE BIO EXEMPLAIRE



© Patrick Piro

Soucieuse de promouvoir une alimentation saine et écologique auprès de sa population, bien avant que la loi s'empare de cette question, la commune de Mouans-Sartoux a instauré dès 2012 un service de repas 100 % bio dans l'ensemble de ses cantines scolaires. Cette initiative exemplaire s'appuie sur une régie agricole permettant de fournir en denrées alimentaires locales les établissements communaux. Mais surtout, le tout a été réalisé sans surcoût s'agissant du prix des repas, grâce à une maîtrise optimisée du gaspillage alimentaire. Cette initiative contribue également, à sensibiliser les parents et les autres habitants de la commune, qui achètent de plus en plus bio et local.

AUGAN (1 535 HABITANTS, MORBIHAN) LE "CHAMP COMMUN" CULTIVE LE COLLECTIF



© Jérémie Marchaut

Afin de participer à la redynamisation de leur commune, de créer un lieu de rencontre pour les habitants, mais aussi

de se placer en alternative face au modèle de distribution et de consommation dominant, une coopérative d'habitants a lancé, dès 2010, le "Champ Commun" à Augan. Ce "commerce coopératif de proximité" est à la fois un bar, une épicerie, un café, un lieu de rencontre pour les associations locales, mais aussi une brasserie artisanale. Animé par les habitants eux-mêmes, cette coopérative est devenue un lieu central dans la vie culturelle, économique et sociale du village. Pleinement intégré au tissu associatif et organisé avec le souci de ne pas concurrencer les commerces locaux existants, le Champ Commun œuvre à une large mixité des publics tout en dynamisant le vivre ensemble sur le territoire.

GRAND CAHORS (40 700 HABITANTS, LOT)

UNE LÉGUMERIE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE



© DR

Améliorer la qualité de l'alimentation tout en développant l'activité économique agricole locale et en diminuant l'impact environnemental de la restauration collective. Tels sont les défis que parvient à réaliser la légumerie centralisée du Grand Cahors, qui approvisionne chaque jour les cuisines de près de 60 établissements en fruits et légumes locaux frais, prêts à cuisiner ou à consommer. Portée en lien étroit avec les producteurs locaux et la chambre d'agriculture, cette action pose la première pierre d'un projet de développement durable plus large : le Projet alimentaire territorial du Grand Cahors qui vise, par une stratégie globale concertée, à promouvoir un comportement alimentaire équilibré et une alimentation durable sur le territoire tout en revalorisant la filière maraîchère et les circuits-courts.



© Christophe Robert

metteurs de nos campagnes. Ainsi, il y a un an à peine, l'association qui fédère près de 10 000 maires ruraux, lançait même un pavé dans la mare sur le thème "Oser la relance par le local". Diverses options sont proposées, mais c'est surtout dans le cadre de la transition écologique que les campagnes ont désormais vocation à jouer un rôle essentiel. "Les communes doivent être les troupes de choc de cette bataille qui s'annonce vitale. Qui, mieux qu'une municipalité peut porter un message auprès des habitants en faveur d'une écologie mise en œuvre au niveau du territoire ?", commente en ce sens Jean-Claude-Pons, vice-président des maires ruraux de l'Aube. Une analyse partagée par Cécile Gallien, maire de Vorey, vice-présidente de l'Association des Maires de France (AMF), pour qui il est temps de reconnaître à sa juste valeur la contribution des territoires ruraux à la qualité environnementale et à la transition écologique. Du côté des économistes, c'est aussi l'opinion de Jeremy Rifkin, qui considère que le "New-Deal vert" se fera principalement en dehors des grandes agglomérations et surtout en zone rurale. En effet, selon lui, c'est là que pourront se développer de façon exponentielle les nouvelles sources d'énergie (éoliennes et solaire notamment), c'est là que pourrait être réellement organisée la préservation de la biodiversité, c'est là que renaîtra une agriculture de proximité soucieuse de l'homme et de son environnement.

C'est donc en zone rurale que seront créés le plus grand nombre d'emplois qui viendront compenser les emplois perdus avec la crise sanitaire. C'est d'autant plus vrai que le monde rural sera également le théâtre d'une métamorphose de l'habitat : transformation

écologique des bâtiments, construction de nouveaux modes d'hébergement collectif pour accueillir les salariés expatriés des villes (grâce au télétravail), mais aussi nouvelles formes de logements partagés pour les populations fragilisées par l'âge, la dépendance ou la précarité (voir Décryptage pp. 26 à 32).

Mais il faut aussi entendre la voix des associations, à l'instar de celle de La Traverse, association créée à Poitiers pour réfléchir sur la résilience locale, terme à la mode qui désigne la capacité à se réorganiser pour faire face aux enjeux climatiques, énergétiques et écologiques. Selon cette association, dans les très grosses métropoles, on est trop dépendants de grands circuits qui sont extrêmement lourds à modifier. Il est donc plus réaliste d'agir en milieu rural, là où l'échelle de la distribution est encore accessible et donc malléable. Concrètement, il ne s'agit pas tant de marteler le changement des comportements individuels, que de promouvoir les actions collectives, portées par des groupes de citoyens, des associations, avec le soutien des élus. Ces groupes peuvent plus facilement développer des projets concrets (recycleries, conserveries, organisation des circuits courts, lutte contre l'emploi des produits phytosanitaires...).

C'est donc bien un consensus qui se dessine progressivement, pour reconnaître qu'après avoir connu le déclin, le monde rural peut désormais constituer une chance majeure pour l'avenir de notre pays. À condition toutefois que cette indispensable évolution soit réellement accompagnée par les pouvoirs publics et, dès à présent, à travers l'adoption de lois plus ambitieuses que celles qui nous sont proposées aujourd'hui sur le climat et la décentralisation. ■

LES ATOUTS D'UNE RURALITÉ ACTIVE ET GÉNÉREUSE

Depuis plusieurs années, l'AMRF s'illustre par un très grand dynamisme concernant la défense de la ruralité et son rôle futur dans le développement économique. Son directeur général Cédric Szabo nous expose son point de vue sur les atouts et conditions de ce développement.

Le Jas : Il y a un an, l'AMRF présentait une vingtaine de propositions pour sortir de la crise sanitaire sur le thème "Oser la relance par le local". Quels sont selon vous les principaux atouts du monde rural pour faire face à la crise ?

Cédric Szabo : Amenées à innover pour répondre aux besoins des habitants, les communes rurales ont su ces dernières années démontrer leur pertinence. Ainsi pendant le confinement les élus se sont vite adaptés, en informant et en soutenant les personnes les plus fragiles (distribution d'attestations, appels téléphoniques, partage de panier repas, etc.), puis en organisant la fabrication et la distribution de masques. Aujourd'hui, les maires continuent d'agir, en facilitant les déplacements vers les points de vaccination comme avec des bus itinérants. Tout cela est possible parce que les élus ruraux sont au plus proche des habitants. Leur connaissance du monde rural est un atout qui doit être davantage reconnu et mis à profit pour l'amélioration de la vie dans notre pays. D'ailleurs, l'efficacité du couple maire/préfet durant cette crise sanitaire a prouvé le rôle incontournable de la commune. C'est cette conviction qui a guidé l'AMRF dans ses propositions pour "oser la relance par le local", afin de booster les communes en développement sur des problématiques clés comme le maintien des aînés, la rénovation du bâti ancien, la transition écologique et la mobilité.

Le Jas : Pensez-vous que les territoires ruraux sauront tirer profit de la crise sanitaire pour accueillir de nouveaux habitants ?

C. S. : L'attractivité du monde rural n'est pas nouvelle. Notre association a mis en valeur depuis longtemps des exemples d'une ruralité active et généreuse. Cette attractivité a été décuplée avec la crise, qui invite un nombre croissant de Français à repenser leur mode de vie. Les territoires ruraux ont de multiples



CÉDRIC SZABO,
directeur général à
l'AMRF

atouts pour accueillir ces nouveaux habitants qui sont à la recherche d'une meilleure qualité de vie et de liens sociaux plus forts. Comment ne pas voir dans les communes rurales les points névralgiques et de croisement entre le monde globalisé et la vie quotidienne ? Ceci oblige à inverser la manière de penser. Faisons fi de l'obsession de la concentration quand le diffus assure une réponse apaisée et un espoir. Il reste que cela passe par le développement de nouvelles formes de mobilités adaptées à la ruralité,

la possibilité de travailler à distance dans de bonnes conditions et une redynamisation des commerces (à l'image des initiatives du mouvement "Bouge ton coq" ou des "Comptoirs de campagne" menées en partenariat avec l'AMRF).

Le Jas : Les territoires ruraux sont-ils selon vous suffisamment soutenus par les pouvoirs publics ?

C. S. : La relation avec l'État est complexe et paradoxale. Si celui-ci est désormais convaincu qu'il faut abandonner le soutien prioritaire aux métropoles, il reste du chemin à parcourir pour un aménagement équilibré du territoire. En conclusion, je dirais que, grâce au travail de l'AMRF et de son ancien président Vanik Berberian qui a porté l'idée d'Agenda rural, des outils nouveaux existent, et surtout une attention particulière est portée au rôle structurant des villages en matière de transition écologique. Mais il est indispensable d'en accélérer la mise en œuvre, en veillant à adapter aux communes rurales les critères d'éligibilité aux dispositifs de développement : Plan de relance, Contrat de relance et de transition écologique (CRTE), ou encore Dotation aux équipements des territoires ruraux (DETR). Car cet ensemble de pièces est nécessaire pour aider la ruralité à relever les challenges nouveaux. Beaucoup de maires ruraux ont l'ambition de croire au devenir de leurs villages : aidons-les !